

Indépendance de l'expert médical et valeur probante de l'expertise en assurances sociales

Journée annuelle de l'Arpem, Association Romande des Praticiens en
Expertises Médicales, 2012
Tania Di Ferro Demierre

1) L'expert a pour tâche d'informer le juge ou l'administration sur les règles d'expérience ou sur des notions relevant de son domaine d'expertise, d'élucider pour le tribunal ou les organes administratifs des questions de fait dont la vérification et l'appréciation exigent des connaissances spéciales - scientifiques, techniques ou professionnelles - ou de tirer, sur la base de ses connaissances, des conclusions sur des faits existants; il est l'auxiliaire du juge ou de l'administration, dont il complète les connaissances par son savoir de spécialiste (ATF 118 la 144 consid. 1c). L'expert doit éviter tout fait ou comportement pouvant susciter un doute quant à son impartialité. En assurances sociales, sa tâche consiste avant tout à porter un jugement sur l'état de santé de l'expertisé et à indiquer dans quelle mesure et pour quelles activités l'assuré est incapable de travailler (ATF 136 III 161 consid. 3.4.2).

2) Impartialité de l'expert

- Indépendance
- Objectivité
- Neutralité

3) Art. 6 par. 1 CEDH, 29 al. 1 Cst

- Les parties à une procédure ont le droit d'exiger la récusation d'un expert dont la situation ou le comportement sont de nature à faire naître un doute sur son impartialité. Cette garantie tend notamment à éviter que des circonstances extérieures à la cause ne puissent influencer le jugement en faveur ou au détriment d'une partie. Elle n'impose pas la récusation seulement lorsqu'une prévention effective est établie, car une disposition interne de l'expert ne peut guère être prouvée; il suffit que les circonstances donnent l'apparence de la prévention et fassent redouter une activité partielle. Seules des circonstances constatées objectivement doivent être prises en considération; les impressions individuelles d'une des parties au procès ne sont pas décisives (ATF 134 I 328 c. 2.1 ; ATF 132 V 93 c. 7.1).

4) Participation des parties à la désignation de l'expert dans le domaine des assurances sociales

- L'expert médical indépendant
- Le médecin lié à un assureur
- L'art. 44 LPGa dispose que si l'assureur doit recourir aux services d'un expert indépendant pour élucider les faits, il donne connaissance du nom de celui-ci aux parties. Celles-ci peuvent récuser l'expert pour des raisons pertinentes et présenter des contre-propositions.

5) Les motifs de récusation

- L'intérêt personnel de l'expert à l'issue du litige
- Les liens personnels de l'expert avec une partie
- Le comportement de l'expert à l'égard des parties
- La prévention de l'expert
- Les liens économiques entre l'expert et une partie

Le comportement de l'expert à l'égard des parties

«Si tous les malades opérés de l'abdomen et qui présentaient lors d'une intervention quelques adhérences devaient évoquer les mêmes problèmes, la moitié de la population serait au bénéfice d'une attestation d'incapacité de travail.»

«La malade est afebrile, et son aspect général contredit l'état de souffrance chronique qu'elle évoque ou alors elle possède un contrôle de la douleur et du malaise qui est hors norme.»

La prévention de l'expert

«L'assuré en faisant valoir que «la presse a longuement parlé de ce médecin et de ses expertises désastreuses» conteste avant tout la compétence professionnelle du docteur E._____ d'agir comme expert, dans la mesure où il se prévaut des critiques formulées par plusieurs dizaines de confrères à l'encontre des méthodes d'expertise de ce médecin. Il s'agit ici d'un motif matériel de récusation qui met en cause la crédibilité et le caractère probant de l'expertise que le docteur E._____ sera appelé à rendre et non d'un motif formel lié à l'impartialité de l'expert (ATF I 247/04 du 23 mars 2006).»

6) Les liens économiques entre l'expert et une partie

- le médecin lié à un assureur

Les rapports du SMR ne se fondent pas sur des examens médicaux effectués par le SMR lui-même, mais contiennent les résultats de l'examen des conditions médicales du droit aux prestations et une recommandation, sous l'angle médical, concernant la suite à donner à la demande de prestations. Ils ont de ce fait une autre fonction que les expertises médicales au sens de l'art. 44 LPGA. Ils ne posent pas de nouvelles conclusions médicales, mais portent une appréciation sur celles déjà existantes. Au vu de ces différences, ils ne doivent pas remplir les mêmes exigences au niveau de leur contenu que les expertises médicales. On ne saurait en revanche leur dénier toute valeur probante. Ils ont notamment pour but de résumer et de porter une appréciation sur la situation médicale d'un assuré, ce qui implique aussi, en présence de pièces médicales contradictoires, de dire s'il y a lieu de se fonder sur l'une ou l'autre ou s'il y a lieu de procéder à une instruction complémentaire (ATF 9C_581/2007 du 14 juillet 2008).

Le juge peut accorder valeur probante aux rapports des médecins des assureurs aussi longtemps que ceux-ci aboutissent à des résultats convaincants, que leurs conclusions sont bien motivées, que ces avis ne contiennent pas de contradiction et qu'aucun indice concret ne permet de remettre en cause leur bien-fondé (ATF 125 V 351 consid. 3b/ee et les références citées).

Il n'existe pas, dans la procédure d'octroi ou de refus de prestations d'assurances sociales, de droit formel à une expertise menée par un médecin externe à l'assurance. Il convient toutefois d'ordonner une telle expertise si des doutes, mêmes faibles, subsistent quant à la fiabilité et à la pertinence des constatations médicales effectuées à l'interne (ATF 135 V 465 consid. 4.3).

- L'expert médical indépendant

Lorsque, au stade de la procédure administrative, une expertise confiée à un médecin indépendant est établie par un spécialiste reconnu, sur la base d'observations approfondies et d'investigations complètes, ainsi qu'en pleine connaissance du dossier et que l'expert aboutit à des résultats convaincants, le juge ne saurait les écarter aussi longtemps qu'aucun indice concret ne permet de douter de leur bien-fondé (ATF 125 V 353 consid. 3b/bb).

- ATF 137 V 210

Par ailleurs, sous l'angle du lien de dépendance économique invoqué par la recourante - en raison du chiffre d'affaires important que réaliserait le psychiatre dans le cadre de mandats que lui confierait l'office AI -, il est de jurisprudence constante que le fait qu'un expert, médecin indépendant, ou une institution d'expertises soient régulièrement mandatés par un organe de l'assurance sociale, le nombre d'expertises ou de rapports confiés à l'expert, ainsi que l'étendue des honoraires en résultant ne constituent pas à eux seuls des motifs suffisants pour conclure au manque d'objectivité et à la partialité de l'expert (ATF 137 V 210 consid. 1.3.3 p. 226 et les arrêts cités; Arrêt du Tribunal fédéral 9C_519/2011 du 5 avril 2012).

7) ATF 137 V 210 – une décision incitative

Correctifs nécessaires de droit constitutionnel et conventionnel au niveau de la procédure administrative:

- attribution des mandats d'expertise au COMAI selon le principe du hasard,
- différenciations minimales des tarifs d'expertises,
- amélioration et unification des exigences de qualité et de leur contrôle.

A la suite d'une péjoration des conditions-cadre nécessaires à l'établissement des faits juridiquement pertinents survenue ces dernières années, il apparaît nécessaire de renforcer les droits de participation pour une expertise correcte auprès du COMAI:

- en cas de désaccord, l'expertise doit être mise en œuvre par le biais d'une décision incidente sujette à recours auprès du tribunal cantonal des assurances,
- la personne assurée bénéficie de droits de participation antérieurs.

Correctifs nécessaires de droit constitutionnel et conventionnel au niveau de la procédure judiciaire de première instance:

Lorsque le tribunal cantonal des assurances constate qu'une instruction est nécessaire, il doit en principe mettre lui-même une expertise en œuvre.

Critères pour l'établissement d'expertises médicales pluridisciplinaires pour évaluer les droits à des prestations de l'AI

1. Prologue

Le centre d'expertises s'engage à établir, sur mandat des offices AI cantonaux (art. 54 LAI), des expertises médicales pluridisciplinaires au sens de l'art. 72bis RAI. Ces dernières se composent d'au moins trois expertises différentes, soit d'expertises d'au moins trois experts de disciplines différentes, dont, dans tous les cas, la médecine générale / interne.

Les expertises comprennent tous les examens permettant de disposer de toutes les indications de la qualité requise que l'AI doit prendre en considération pour statuer. Elles tiennent compte de la conception scientifique actuelle de la maladie, des lignes directrices à jour en matière d'expertises dans le domaine (lignes directrices de qualité des expertises psychiatriques dans le domaine de l'assurance-invalidité de la Société suisse de psychiatrie et psychothérapie) et de la jurisprudence pertinente.

2. Indépendance des centres d'expertises

Le centre d'expertises n'est pas subordonné à l'OFAS ou aux offices AI et établit ses expertises en respectant les règles éthiques et les connaissances médicales les plus récentes.

Le centre d'expertises s'engage à garantir son indépendance et son impartialité en sa qualité de centre d'expertises.

Le centre d'expertises peut mobiliser autant que possible toutes les disciplines spécialisées nécessaires lui permettant de rendre des expertises complètes.

3. Conditions professionnelles pour établir des expertises médicales pluridisciplinaires

Le centre d'expertises garantit que les expertes et experts à son service ont suivi une formation de médecins spécialisés reconnue en Suisse, une telle formation pouvant également avoir été accomplie à l'étranger. Les expertes et experts prennent part régulièrement à des formations continues en médecine d'assurance et disposent d'une expérience clinique.

SuisseMED@P est une plate-forme informatique basée sur le web. L'objectif principal réalisé par cette plate-forme réside dans l'attribution de mandats d'expertises médicales polydisciplinaires selon le principe de l'assignation aléatoire.